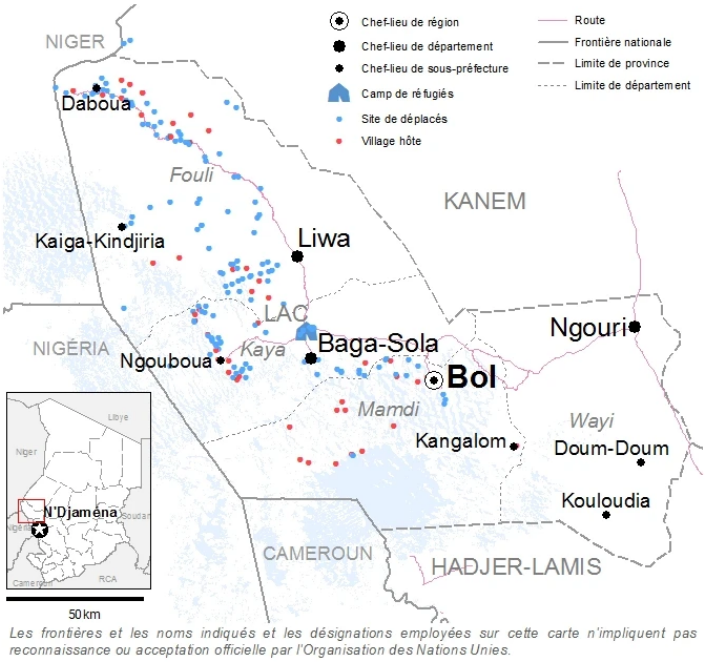
CHAD
Rapport de situation
Dernière mise à jour: 30 sept. 2020

FAITS SAILLANTS (1 oct. 2020)

- La recrudescence des attaques des groupes armés non-étatiques (GANE) au Lac a provoqué des déplacements importants de populations
- Au Lac, 33 000 personnes affectées directement à la suite d'inondations et 14 000 hectares semés, appartenant à plus de 55 000 exploitants, ont été détruits
- Des missions d'évaluation multisectorielle et RRM ont été conduites sur 14 sites à Mamdi, Fouli et Kaya afin d'évaluer le niveau de vulnérabilité des personnes en mouvement
- Activation du groupe de travail sur les mouvements de population au Lac le 25 août afin d'obtenir des chiffres et une nomenclature des sites qui soient commun pour tous les acteurs
- Le personnel du District Sanitaire de Baga Sola, dont le médecin-chef, un infirmier et un chauffeur, en captivité depuis 10 mois, ont été libérés le 28 août



Carte de la province du Lac. Source : OCHA

CHIFFRES CLÉS

6,4M
People in need

3,8M
People targeted

473K
Refugees

236K
IDPs

103K
Returnees

690K
Host population in need

FINANCEMENT (2020)

$664.6M
Requis

$212.9M
Reçu

32%
Progrès

FTS: https://fts.unocha.org/appeals/907/summary

CONTACTS

Federica Gabellini
Chargée de l'Information Publique
gabellini@un.org

Augustin Zusanné
Analyste à l'Information Publique
zusanne@un.org

Sarah Sakatni
Chargée du Reporting et du Plaidoyer
sarah.sakatni@un.org

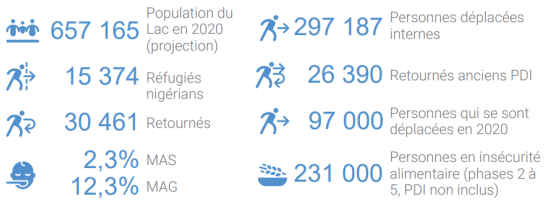
ANALYSE (1 oct. 2020)

Aperçu de la situation sécuritaire et humanitaire au Lac

Situation sécuritaire / accès

https://reports.unocha.org/fr/country/chad/
Téléchargé le: 2 oct. 2020

La situation sécuritaire reste volatile et préoccupante pour la période reportée, à cause de la récurrence des attaques armées, parfois suivies d'exactions et enlèvements de civils. Ces actions ont eu un impact sur l'accès humanitaire, essentiellement dans la partie ouest de la province, considérée comme une zone d'opérations militaires et qui est frontalière avec le Niger, le Nigeria et le Cameroun.



Chiffres clés de la Province du Lac

Les principaux facteurs limitant l'accès humanitaire liés à la sécurité ont été : la recrudescence des attaques des GANE, les mouvements de populations à titre préventif pour être à l'abri des attaques, et les incidents liés à la pose d'engins explosifs improvisés. Deux incidents liés à l'explosion des mines artisanales ont fait quatre blessés et deux morts. Ces incidents sécuritaires ont été enregistrés au niveau des sous-préfectures de Ngouboua, Kaiga Kindiria et au sud de Bol. Ces zones sont restées inaccessibles aux acteurs humanitaires qui n'ont pas pu apporter de l'aide aux milliers de personnes dans le besoin à cause de la situation sécuritaire qui y prévaut. Afin de pallier les problèmes d'insécurité et d'accès, les autorités du Département de Kaya envisagent de relocaliser la population de l'axe Ngouboua-Tchoukoutalia sur le site de Fourkoulom.

Des rumeurs d'infiltration de sites de déplacés se multiplient, de même que des attaques ciblées, notamment celle de la nuit du 31 juillet au 1er août à Tinana au nord-est de Diamerom. En outre, plusieurs cas d'incursion avec extorsion des biens, enlèvements (surtout des femmes) et tueries, attribués aux GANE, ont été rapportés.

Selon le résultat des activités de monitoring de protection, 146 incidents ont été enregistrés au mois d'août, contre 85 en juillet. Pour faire face aux attaques des GANE, les forces de défense et de sécurité ont procédé au renouvellement des éléments militaires restés dans la zone plus de deux ans, et à des réajustements stratégiques consistant à créer des secteurs militaires plus larges avec un effectif plus important dans les îles, et également plus proches des frontières pour contrer les incursions des GANE.

Par ailleurs, tout comme la région de l'extrême-Nord du Cameroun et dans les zones limitrophes du Tchad, à N'Djamena et à Kousserie, **la province du Lac a été la cible de fortes menaces d'enlèvements des acteurs humanitaires à la fin du mois d'août**. Ces menaces font suite à l'incident survenu sur un convoi de six travailleurs humanitaires et leur guide, tués au Niger début août.

En même temps, **il faut signaler le dénouement heureux pour le personnel du district sanitaire de Baga Sola, en captivité aux mains d'un GANE depuis le 30 octobre 2019, et libérés le 28 août**, 10 mois après leur enlèvement.

Situation humanitaire

La situation humanitaire dans la province du Lac a été marquée au cours du mois d'août par la hausse des alertes sur les mouvements de population dus à la poursuite des attaques des GANE dans la partie ouest ainsi qu'à la forte pluviométrie provoquant l'inondation des champs et les mouvements de populations sinistrées. Ces facteurs ont entraîné des conséquences multisectorielles (voir détails opérationnels des clusters dans la partie besoins et gaps ci-dessous) dans le train de vie des populations et a augmenté leur vulnérabilité en alimentation, abris, santé, en eau et assainissement, en protection et en éducation.

Cela augure des conséquences fâcheuses en termes de baisse de production et de disponibilité alimentaire, risquant d'aggraver la situation nutritionnelle déjà précaire (MAG : 12,3% et MAS : 2,3%). Ceci vient s'ajouter à un contexte de lutte contre la pandémie de COVID-19 qui a également affecté la province du Lac.

https://reports.unocha.org/fr/country/chad/
Téléchargé le: 2 oct. 2020

Poursuite de la réponse COVID-19 dans la province : Début septembre, la situation épidémiologique se présentait comme suit : cinq cas confirmés, un décès, et 792 personnes confinées. La dotation de la Province d'un appareil de diagnostic (Gen-Expert, appareil à PCR-Polymerase Chain Reaction) et des intrants permet désormais d'effectuer les tests COVID-19 sur place, réduisant ainsi la période d'attente des résultats qui provenaient de N'Djamena. Certes, la situation épidémiologique n'a pas évolué depuis le mois de mai, mais la communauté humanitaire continue d'appuyer les autorités provinciales dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. La réponse est intégrée de manière transversale dans tous les secteurs en vue de renforcer la prévention. Plusieurs partenaires humanitaires contribuent aux séances de sensibilisation sur les mesures barrières dans l'ensemble de la province. Ces interventions se font dans un cadre de coordination à la réunion de communication COVID-19, au sein du sous cluster santé, ainsi que dans les cadres de concertation institués aux niveaux départemental et provincial.

Augmentation des mouvements de population : Les évaluations multisectorielles menées par l'inter-cluster et le RRM du 27 au 29 août sur 14 sites de déplacement (Département de Mamdi : Koudou-kolê, Darkani; Département de Kaya: Fourkoulom, Kousserie 2, Dar Al kheir 2 et Kollom; et Département de Fouli : Diamerom, Kadoulou, Walirom, Yakirom, Nima, Tchoukoukania, Tataverom et Djilkori) ont estimé à 96 967 le nombre de personnes évaluées et atteintes. Ce chiffre s'ajoute à 45 092 personnes déplacées dans neuf sites (Amma, Diamerom, Fourkoulom, Fourkoulom Nord, Doum doum, Kousserie Fourkoulom, Malmairie, Ngorerom et Ngourtoukoumboua) de janvier à juillet 2020 ; soit un total de 142 059 individus. Cela représente presque la moitié des chiffres de suivi de mouvements de population publiés par la Matrice de Suivi de Déplacement (DTM) pour le 12ème Round couvrant la période de juin-juillet 2020 qui estime le total des personnes déplacées au Lac à 363 807 personnes. Le site Daboua école, qui a accueilli de nouveaux déplacés, a également été couvert.

Les résultats préliminaires obtenus montrent que les deux principales causes de mouvements rapportés ont été les attaques des GANE et les inondations. Les populations affectées sont majoritairement constituées de femmes, d'enfants et quelques personnes âgées. Habitant dans des abris de fortune, elles sont exposées aux intempéries pendant cette période d'hivernage. Plusieurs enfants et certains adultes présentent des signes de paludisme, et d'infections respiratoires aiguës. Les besoins les plus urgents sont en nourriture, AME/Abris, WASH et santé. Les capacités de réponse existantes sont faibles pour fournir des réponses immédiates.

Le retour précoce des pluies en juin et la montée des eaux qui s'en est suivie a provoqué les inondations des champs et villages et a contribué à l'augmentation de l'insécurité. En dehors des 33 000 personnes affectées directement à la suite d'inondations, le service de l'ANADER a relevé que 14 000 hectares semés, appartenant à plus de 55 000 exploitants, ont été détruits et ne pourront par conséquent pas produire des vivres nécessaires pour la subsistance des familles de leurs propriétaires.

Activation du groupe de travail mouvements de population dans le Lac : L'harmonisation des données sur les personnes déplacées internes pose un problème dans la province du Lac. Les chiffres des populations en déplacement diffèrent d'un partenaire à un autre, de même que l'appellation d'un site ou village, les coordonnées des sites ne sont pas les mêmes, entre autres. Ces anomalies devront trouver une réponse à travers l'activation du groupe de travail (GT) sur les mouvements de population. Ce GT se réunira après les rounds DTM afin de nettoyer les données qui seront présentées à l'inter-cluster avant partage avec la communauté humanitaire.

Activation du mécanisme de réponse rapide (RRM) au Lac : Le RRM est un instrument important d'appui à la coordination de la réponse multisectorielle en vue de renforcer le mandat humanitaire et de sauver des vies. Il est financé essentiellement par ECHO avec des moyens souples de réaction rapide en cas de choc lié à un conflit armé ayant provoqué des mouvements de population dans un délai de moins de trois mois. Les secteurs clés d'intervention sont le WASH (lead ACF), la protection (lead INTERSOS). Les principaux acteurs sont l'UNICEF (leadership technique), le consortium ACF/INTERSOS (partenaires de mise en œuvre), le PAM (aspects liés à la sécurité alimentaire) et OCHA (coordination humanitaire du mécanisme). OCHA veille à la cohérence avec les autres acteurs et mécanismes existants. Les autorités

Téléchargé le: 2 oct. 2020

ainsi que la communauté humanitaire du Lac plaident pour un mécanisme de plus grande ampleur et l'ajout de la santé dans les secteurs à couvrir vu l'importance des besoins en cette période d'augmentation des mouvements de populations vulnérables.

STATUT DU CLUSTER (1 oct. 2020)

Abris – Articles ménagers essentiels

Besoins

Dans la Province du Lac, les attaques fréquentes des villages par des groupes armés ainsi que les inondations occasionnent de nouveaux déplacements et pérennisent l´état de déplacement des populations qui ne peuvent pas retourner dans leurs milieux d´origine à cause des contraintes sécuritaires. Les personnes déplacées nécessitent une assistance multisectorielle urgente ainsi que des solutions durables pour leur intégration socio-économique. Environ 30 757 ménages de 118 455 personnes sont dans le besoin rapide d'une assistance en AME et kits abris d'urgence. Un travail sur la matrice de gap a été réalisé à cet effet. Environ 13,5 milliards de XAF pourraient couvrir les besoins en AME et kits d'abris de 19 sites prioritaires.

Réponse

En termes de réponse en abris, le HCR, en partenariat avec la CRT, a finalisé la construction de 200 abris en matériaux locaux dans le site de Ngourtou Koumboua. L'OIM a finalisé la construction de 330 abris semi-durables sous le financement CERF dans le même site de Ngourtou Koumboua. L'OIM a également distribué 30 bâches à Kolé Ngoderom et 80 bâches à Dar Al-Kher. Une organisation internationale a distribué 1 275 kits AME aux ménages de Walirom dans le Fouli. Il s'agit des déplacés ayant fui le 1er août l'attaque armée du site de Tinana. Dans le cadre du COVID-19, le HCR, à travers la CRT, a distribué 156 cartons de savon aux 11 967 déplacés de Amma et 137 cartons de savon aux 10 136 déplacés à Forkoulom.

Besoins non couverts

Il y a des besoins urgents en abris et AME dans la quasi-totalité des sites enregistrés en 2020. Au total, 24 841 ménages des Personnes Déplacées Internes (PDI) sont dans le besoin d'une assistance en kits AME et abris. Le manque de financement pour les partenaires intervenant dans le secteur abris/AME entraîne une faible capacité de réponse urgente aux besoins des nouveaux déplacés.

STATUT DU CLUSTER (1 oct. 2020)

CCCM (Coordination et gestion des sites de déplacés – sites spontanés et villages hôtes)

Besoins

Durant la période du mois d'août, la province du Lac a connu plusieurs phases de déplacement des populations dont l'effectif total (selon les alertes des autorités) est de 17 243 ménages de 89 213 individus enregistrés dans 33 sites dont les principaux sont : Daboua école, Dar Al-Kher, Darkani, Diamerom, Dilkori, Doum-Doum, Fourkoulom Nord, Koudou-Kolé, Kousseri-Fourkoulom, Malmaîri site, Ngourtou Koumboua, Nima, Tataverom, Yakirom. Les causes principales sont : l'inondation, les attaques armées et le mouvement préventif. Une évaluation multisectorielle est en cours pour déterminer les besoins de la population déplacée. Le nombre total des personnes déplacées pendant cette période est 142 059 personnes.

Réponse

Le 22 août 2020, le sous cluster CCCM a tenu une réunion extraordinaire avec le Préfet du département de Kaya, le Préfet du Département de Fouli, le Délégué de l'Action Sociale de la Province du Lac, le Délégué de la CNARR, les ONG et agences des Nations Unies pour la validation et l'harmonisation des chiffres. A cette réunion, un schéma sur le mécanisme d'alerte en cas de mouvement a été adopté avec les autorités administratives. Un groupe restreint regroupant les techniciens sera mis sur pied au Lac pour travailler sur les mouvements de population et actualiser les chiffres des déplacements ainsi qu'harmoniser les outils de collecte des données.

Besoins non couverts

La restriction de mouvement et l'accès limité à certains sites présente un défi majeur pour les évaluations multisectorielles et la réponse aux besoins des personnes déplacées dans le Lac.

STATUT DU CLUSTER (1 oct. 2020)

Eau, hygiène et assainissement

Besoins

Les inondations ont entraîné un besoin énorme en ouvrage hydraulique, en facilités d'assainissement et en besoins de sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène et les mesures barrières au COVID-19.

Réponse

35 nouveaux forages ont été réalisés dont 32 (Amma : 7 forages, Diamérom : 5 forages, Kousseri Fourkoulom : 2 forages, Fourkoulom : 3 forages, Doum-Doum : 1 forage, Kalindoa : 4 forages, Kokolom : 2 forages, Yakoua : 3 forages, Djourou : 2 forages) qui ont été réceptionnés par le ministère en charge de l'hydraulique rurale et urbaine. Un système d'adduction d'eau mobile utilisant un bladder de 20m3 de capacité a été installé sur le site de Kousseri 2.

Sur 623 latrines d'urgence sur lesquelles différentes organisations se sont engagées, 610 ont été construites sur le site de Amma. Ceci laisse un gap de 13 latrines. A Fourkoulom nord, 300 latrines d'urgence (sur un besoin de 361) sont prises en compte par le RRM, 30 latrines sur 56 à Doum-Doum et 70 sur 140 latrines d'urgence à Doum-Doum, 3 404 ménages ont reçu la distribution de kits AME dans trois sites : 474 sur le site de Diamerom, 861 à Ngourtou Koumboua et 2 069 à Fourkoulom.

Dans le cadre de la prévention contre la COVID-19, 40 dispositifs de lavage de main ont été installés sur trois sites, notamment 15 à Amma, 5 à Diamérom et 20 à Kousseri 2. UNICEF a procédé aux séances de renforcement des capacités des agents de santé en matière de prise en charge COVID-19. Le financement est à hauteur de 33 000 USD soit environ 20 000 000 XAF.

Besoins non couverts

En eau :

Il y a nécessité de construire 10 forages additionnels à Fourkoulom et cinq forages à Kousseri.

En assainissement :

En termes de couverture en facilité d'assainissement, sur un besoin total de 3 008, les organisations se sont engagées pour la construction de 1010 latrines d'urgence soit un gap à couvrir de 1 998 latrines. Ce gap représente une somme de 139 860 000 XAF.

En hygiène/COVID-19 :

Les organisations n'ont pas couvert tous les sites avec le paquet minimum de sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène (alimentaire, corporelle, vestimentaire, environnementale etc.) ni la vulgarisation des messages clés sur les gestes barrières contre la COVID-19. Le flux de nouveaux PDI va grandissant étant donné les exactions récurrentes des GANE et les inondations dans le département de Kaya. Les ressources des organisations sont limitées. La plupart des organisations attendent les rapports des différentes évaluations récentes pour soumettre les propositions auprès de leurs bailleurs.

STATUT DU CLUSTER (1 oct. 2020)

Education

Besoins

Les estimations des données sur les personnes dans le besoin communiquées ici sont celles issues des neuf nouveaux sites des déplacés évalués par la communauté humanitaire : Diamerom, Amma, Fourkouloum, Malmairi, Doum-doum, Fourkouloum Kousserie, Fourkouloum Nord, Gorerom et Ngourtou Koumboua, dans les départements de Mamdi, Kaya et Fouli. Le nombre total de personnes dans les sites est de 57 016 dont une estimation de 11 096 enfants en âge d'être scolarisé (tranche d'âge de 6 à 11 ans).

Réponse

Les réponses ont été apportées ou sont en cours dans les sites de Diamerom, Fourkouloum, Malmairi et Gorerom pour environ 5 230 enfants sur les 11 096 des neuf sites évalués. Les réponses concernent la construction des salles de classes en matériaux durables et d'espace temporaire d'apprentissage (TLS), les forages, les fournitures, les enseignants et les espaces de jeux des enfants.

Besoins non couverts

5 866 enfants en âge d'être scolarisé dans les sites d'Amma, Doum-Doum, Fourkouloum Kousserie, Fourkouloum Nord, Gorerom et Ngourtou Koumboua ne bénéficient pas d'appui pour l'instant. Les besoins suivants persistent : 60 salles de classes, 120 latrines, 60 enseignants, 12 forages, entre autres.

STATUT DU CLUSTER (1 oct. 2020)

Nutrition

Besoins

24 547 nouveaux cas de malnutrition aigüe sévère attendus (12 028 garçons et 12 519 filles) en 2020 pour la province du Lac.

Réponse

Au cours du mois de juillet 2020, 3 635 nouveaux cas de malnutrition aigüe sévère (MAS) ont été admis et pris en charge. Ceci dénote une augmentation d'environ 30 % comparé au mois précédent (2 209 cas). Cependant, le nombre d'admissions est inférieur à celui de l'année précédente durant laquelle 4 258 cas avaient été enregistrés à la même période. En juin, juillet et août 2020, respectivement 3 437, 5 503 et 2 132 nouveaux cas de malnutrition aiguë modérée (MAM) étaient admis et pris en charge dans les UNS (Unités Nutritionnelles Supplémentaires) et FARNE (Foyers d'apprentissage, de Réhabilitation Nutritionnelle et d'Eveil), soit un total de 35 485 cas admis de janvier à août 2020.

Un dépistage de la malnutrition aigüe au MUAC (mid-upper arm circumference) a été réalisé par les partenaires du PAM lors du premier tour de distribution d'assistance saisonnière dans la province du Lac couvrant 5 594 enfants âgés de 6 à 23 mois. 17,32 % d'entre eux souffrent de malnutrition aigüe globale (MAG), dont 0,5% avec des cas sévères. Par ailleurs, les résultats du screening nutritionnel couplé à la distribution de suppléments nutritionnels dans les sites des déplacés, réfugiés et retournés de juillet et août 2020, couvrant respectivement 1 981 et 7 335 enfants âgés de 6 à 23 mois, donnent une proportion de 4,4 % et 1,6 % des cas de MAG (0,3 % de MAS).

Besoins non couverts

Les sites de déplacés de Ngorerom et Ngourtou Koumboua ne sont pas couverts par des interventions sanitaires et nutritionnelles faute de financement, bien que les besoins aient été identifiés pour environ 10 408 personnes. Il existe un gap important de couverture à l'hôpital de Baga Sola, tant pour les activités sanitaires que pour l'Unité Nutritionnelle thérapeutique. L'insécurité dans les départements de Fouli et Kaya continue de limiter l'assistance humanitaire dans ces zones.

STATUT DU CLUSTER (1 oct. 2020)

Protection / Services communautaires

Besoins

Les besoins en protection restent toujours présents dans les sites/villages de déplacement. En termes de sécurité, les sites n'ont généralement pas de postes de police ou de gendarmerie pour assurer la sécurité physique des populations et de leurs biens. Les forces de sécurité interviennent généralement à plusieurs kilomètres des sites, facilitant les attaques et pillages. De janvier à août 2020, ce sont 571 incidents de protection qui ont été rapportés par les partenaires CRT, Oxfam et COOPI (enlèvements, homicides, viols, pillages, violences physiques…). Aussi, les enfants encourent et/ou sont sujets à plusieurs risques de protection sur presque tous les sites (travail des enfants, mariages précoces/forcés, abus et négligence, manque de documentation). Les enfants à risques (enfants non accompagnés, enfants séparés et autres catégories) sont identifiés sur les sites mais les réponses appropriées pour leur prise en charge ne sont pas apportées, tels que les espaces de jeux pour enfants pour une prise en charge psychosociale, le développement et l'épanouissement des enfants. Les cas de violences sexuelles basées sur le genre (VSBG) sont récurrents sur les sites. Pour la période de janvier à juin 2020, le monitoring de protection du partenaire CRT a rapporté 185 cas sur différents sites d'intervention de PDI.

Réponse

204 sites/villages sont couverts par les projets de monitoring de protection des partenaires CRT, COOPI et Oxfam. Le HCR, à travers son partenaire INTERSOS, vient de démarrer un projet de monitoring des frontières aux entrées officielles et non officielles de la Province. Dans le cadre des fonds CERF, le HCR renforcera les capacités (formation, équipements et déploiement du personnel qualifié) des services pour la prise en charge holistique des victimes/survivants des cas de VSBG sur les sites de Diamerom, Amma et Fourkoulom. L'UNICEF, à travers INTERSOS, a ouvert trois espaces de jeux pour enfants à Amma et entend l'étendre au site de Fourkoulom. World Vision, en plus des comités de protection, animent des espaces de jeux pour enfants sur les sites de Fourkoulom, Kousseri, Baboul 1 et Guelea.

Besoins non couverts

Les personnes déplacées internes (aussi bien les enfants que les adultes) ne disposent pas de documents d'état civil. La sécurisation des sites par les éléments des FDS n'est pas assurée. Les 14 nouveaux sites créés à la suite des nouveaux mouvements de population ne sont pas couverts par le monitoring de protection La prise en charge psychosociale des enfants n'est pas assurée sur une grande majorité des sites.

STATUT DU CLUSTER (1 oct. 2020)

Santé

Besoins

L'accessibilité des soins de santé pour les bénéficiaires doit être améliorée et les dispositifs de prévention de COVID-19 renforcés. Actuellement, le centre de confinement de Daboua connaît de plus en plus de difficultés de fonctionnement. Les passagers le contournent pour passer par le Kanem où aucun mécanisme n'est mis en place : ceci constitue un risque de contamination des populations sur tout le territoire national. Par ailleurs, dans le cadre de la surveillance épidémiologique, aucun partenaire n'a été trouvé à ce jour pour appuyer les autorités au niveau de l'entrée de Kinasserom à la frontière avec le Cameroun.

https://reports.unocha.org/fr/country/chad/
Téléchargé le: 2 oct. 2020

Réponse

Dans le cadre de la réponse contre la COVID-19, l'UNICEF a procédé aux séances de renforcement des capacités des agents de santé en matière de prise en charge COVID-19. Le financement est à hauteur de 33 000 $ soit environ 20 000 000 XAF. Pour sa part, le partenaire IRC assure le fonctionnement du centre de confinement de Daboua. Le lieu de confinement du personnel des Nations Unies à Bol est assuré par le PAM et un accord a été trouvé entre le HCR et une entreprise pour l'aménagement du centre de Baga Sola. Par ailleurs, des efforts ont été réalisés par les autorités gouvernementales, de concert avec l'OMS, dans le cadre du diagnostic COVID-19. En effet, la décentralisation Gen-Expert (appareil à PCR-Polymerase Chain Reaction) est effective au Lac et au Kanem. Le défi majeur de la période a été la volonté manifeste des autorités provinciales de délocaliser le centre de confinement de Daboua vers Bol pour des raisons économiques. Les dispositions de prévention de la COVID-19 ont été renforcées au niveau du site de quarantaine de Daboua et dans les centres de santé du district sanitaire de Liwa : réalisation des activités de sensibilisation auprès de 23 785 personnes, dotation des dispositifs de lavage de mains, de gel hydro alcoolique, de savon liquide, des thermo flash, formation de 350 relais communautaires du district sanitaire de Liwa sur la surveillance et prévention COVID-19, suivi de la donation de 350 kits de sensibilisation COVID-19. 10 689 nouvelles consultations médicales (2 726 refugiées, 3 491 PDI, 4 472 hôtes) ont été pris en charge, dont 40% de paludisme au cours du mois d'août. 60 nouveaux cas de VIH ont été enrôlé et pris en charge dans la file active de prise en charge de VIH/SIDA.

Besoins non couverts

L'approvisionnent en médicaments antipaludique et intrants (TDR) est insuffisant. Les réactifs pour le dépistage du VIH sont insuffisants et il y a des ruptures récurrentes en ARV (antirétroviral) par manque d'approvisionnement. L'approvisionnement en antigènes est en déficit, surtout le Vaccin Anti Rougeole (VAR). L'ambulance du district sanitaire de Liwa est en mauvais état malgré ses multiples sollicitations pour différentes urgences. L'insécurité dans les départements de Fouli et Kaya continue de limiter l'assistance humanitaire dans ces zones.

STATUT DU CLUSTER (1 oct. 2020)

Sécurité alimentaire / Moyens d'existence

Besoins

Les personnes déplacées et des populations hôte en phase 3 et plus du Cadre Harmonisé ont besoin d'une distribution d'urgence de vivres, ainsi que d'un appui aux moyens d'existence agropastoraux et halieutiques, aux activités génératrices de revenus. Également, des aménagements hydroagricoles des polders et ouadis et un appui aux formations métiers des jeunes sont nécessaires.

Réponse

Distribution du cash : assistance par le transfert monétaire d'un montant global de 217 221 596, 60 XAF à 35 106 personnes dont 13 960 réfugiés (75 940 095 XAF), 20 722 PDI et 424 communautés hôtes (141 281 500 XAF).

Distribution des vivres : En août 2020, le PAM, dans le cadre du soutien aux personnes vulnérables en temps de COVID-19, a apporté son soutien en collaboration avec la délégation provinciale de l'action sociale : des vivres d'urgence ont été distribué à 16 166 personnes dans les quatre chefs-lieux des départements (Baga Sola, Mamdi, Ngouri et Liwa) et 69 470 personnes déplacées.

Soutien aux moyens d'existence : Entre mi-juillet et début août 2020, les activités de soutien aux moyens d'existence agricole ont touché 14 782 ménages soit 88 692 personnes. Les partenaires ont fait la distribution des semences, des outils aratoires et ont conduit les formations sur les itinéraires techniques agricoles.

En août 2020, les activités de vaccination animale, formation des auxiliaires vétérinaires et distribution des kits d'élevage (16 personnes) ont été réalisées ou se poursuivent. Au stade actuel, environ 150 000 bovins sont vaccinés pour un objectif de 400 000 têtes à atteindre à la fin de la campagne. Environ 20 000 autres espèces ont été atteintes pour le mois d'août pour un objectif de 100 000 têtes.

87 ménages ont bénéficié d'un soutien en Activités Génératrices de Revenue (AGR). 79 ménages ont suivi les formations professionnelles et reçu des kits métiers (menuiserie, mécanique, couture et maçonnerie).

Besoins non couverts

Plus de 11 380 hectares ont été inondés en août 2020, affectant plus de 55 645 producteurs. Les parcelles agricoles devraient être clôturées pour limiter la divagation du bétail. Les producteurs prennent les risques de repartir dans les zones rouges pour les activités agricoles et sont souvent victimes des attaques des GANE. On observe une hausse des prix sur les denrées alimentaires, surtout les céréales (maïs et mil pénicillaire). Les 61 609 personnes déplacées n'ont pas reçu l'assistance en vivres à cause du retard accusé dans la chaîne d'approvisionnement. Les besoins vitaux portant sur l'assistance en vivres et les moyens d'existence ne sont pas couverts en totalité et nécessitent un renforcement avec des actions durables. Un accent particulier est à mettre sur les victimes des inondations et ceux fuyant les exactions des GANE.

OCHA coordonne la réponse humanitaire sur le plan mondial afin de sauver des vies et protéger les personnes dans des situations de crise humanitaire.

https://www.unocha.org/chad
https://reliefweb.int/country/tcd
https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/chad

À propos Conditions d'utilisation Règle de confidentialité Droits d'auteur

https://reports.unocha.org/fr/country/chad/
Téléchargé le: 2 oct. 2020